

## Les Etats-Unis sapent les positions de la France aux Nations unies

PAR CELHIA DE LAVARÈNE  
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 7 MAI 2016

La France devrait perdre le poste le plus prestigieux des Nations unies, la direction du département des opérations de maintien de la paix, qu'elle occupe depuis une vingtaine d'années. À la manœuvre, les États-Unis, qui verraient le changement d'un bon œil et ont entamé une guerre de tranchées avec le responsable français Hervé Ladsous.

### De notre correspondante à New York (ONU).

-Depuis 1997, le département des opérations de maintien de la paix, ou DPKO en langage onusien, est la « chasse gardée de la France ». C'est Kofi Annan, dont Paris ne voulait pas comme secrétaire général, lui préférant Boutros Boutros-Ghali, qui, en échange de la promesse d'un vote en sa faveur, a donné le département à la France. Depuis vingt ans, les Français occupent donc le poste.

Mais pour en avoir fait un instrument majeur dans la gestion des crises, Hervé Ladsous, le patron du DPKO depuis octobre 2011, a cristallisé sur sa personne les jalousies de pays membres – en particulier les États-Unis – qui voient dans le département un instrument de puissance et de domination. La nomination, à la fin de cette année 2016, d'un nouveau secrétaire général, devrait modifier la donne. Comme c'est le cas à chaque changement d'administration onusienne, le nouveau secrétaire général va devoir choisir un successeur

à Hervé Ladsous. Discrètement, les États-Unis ont ainsi entrepris une campagne de dénigrement contre le patron du DPKO. Du côté de Paris, c'est silence radio.



Hervé Ladsous, patron du département des opérations de maintien de la paix. © Reuters

Tout a commencé il y a un an, le 29 avril 2015, peu après la révélation par le quotidien britannique *The Guardian* des viols commis sur des enfants par les militaires français de la force Sangaris basés en Centrafrique. Les Américains, pas mécontents des accusations portées contre l'ONU en général et contre le département des opérations de maintien de la paix en particulier, ont alors entrepris une subtile campagne de sape contre le boss. Une guerre larvée qui peut s'appuyer sur le travail de l'ONG **Aids Free World**, très impliquée dans la lutte contre les abus des casques bleus, et de sa codirectrice, Paula Donovan.

Dans les heures qui suivent les révélations du *Guardian*, la presse, inondée de dizaines de copies des courriels échangés entre quelques-uns des plus hauts fonctionnaires des Nations unies, découvre, incrédule, que tout avait été fait pour que rien ne transpire au grand jour. Mais qui avait la possibilité d'accéder à tous ces mails confidentiels, compte tenu de la difficulté, pour le tout-venant, à s'introduire dans les boîtes mails du personnel onusien ? Surtout, qui avait intérêt à les diffuser à ce moment précis et pour quelles raisons ? La question n'a pas été posée.

Ce n'est un secret pour personne que, depuis sa nomination à la tête du département des opérations de maintien de la paix, les relations entre les Américains et Ladsous ne sont pas au beau fixe. Le département a pris, ces dernières années, une ampleur jamais acquise auparavant. Avec ses 16 missions et un budget de 8,2 milliards de dollars, il est devenu le fleuron de l'organisation – entré de plain-pied dans le XXI<sup>e</sup> siècle avec l'acquisition de 26 drones et de deux ballons ou aérostats (sortes de véhicules aériens statiques,

équipés d'une caméra et fixés au sol par un câble, qui se déplacent aisément). Nombreux ceux qui voient d'un mauvais œil le département rester entre les mains de la France... Sur le thème "20 ans ça suffit" – qui fait des émules y compris parmi des Français comme Jean-Marie Guéhenno, qui l'a pourtant dirigé pendant huit ans –, les États-Unis tentent par tous les moyens de discréditer Hervé Ladsous.

Pour preuve, cet épisode tragico-burlesque qui a eu lieu en août 2015 : profitant d'une absence d'Hervé Ladsous, en voyage au Mali, les Américains ont ordonné à Ban Ki-moon de demander au général Babacar Gaye, envoyé spécial de l'ONU en Centrafrique, venu à New York présenter son rapport devant le conseil de sécurité, de remettre sa démission. Au prétexte qu'il n'avait pas su gérer de façon adéquate les allégations d'abus sexuels des soldats de la force Sangaris sur des enfants. « *C'est un général. Tel que je le connais, il n'aura fait qu'appliquer les ordres donnés par DPKO* », affirme un de ses collègues. La veille pourtant, le secrétaire général l'avait chaleureusement félicité pour son travail. Le tout en présence des caméras !

Pour mémoire, Hervé Ladsous avait nommé le général Gaye à la tête de la mission, malgré les réticences des États-Unis qui ne le trouvaient pas assez politique. D'autres signes auraient dû donner l'alerte : il y a environ un an et demi, un chef d'état-major américain avait fait venir à New York tous les chefs militaires de plusieurs missions pour un briefing. « *C'était bizarre que ce soit un Américain qui explique à des militaires sous drapeau de l'ONU comment se comporter sur le terrain, vu le peu de casques bleus qu'ils envoient sur les missions* », confie un expert militaire.

L'enjeu est de taille : Hervé Ladsous quittera son poste lorsque le nouveau secrétaire général prendra ses fonctions, début 2017. C'est dire si la campagne de dénigrement bat son plein. Fort opportunément, début avril, l'ONG Aids Free Worldest revenue sur le devant de la scène avec une histoire d'abus sexuels qui auraient été commis par un officier français. Un gradé, cette fois. Des faits qui remonteraient à 2014 et qui, à ce jour, demeurent sans fondement, en

dépît de plusieurs investigations. Il aurait attaché trois jeunes Centrafricaines et les aurait forcées à avoir des relations sexuelles avec un chien.

Presque au même moment, le 13 avril dernier, le Congrès américain organisait des auditions au cours desquelles d'anciens lanceurs d'alerte onusiens étaient appelés à témoigner contre l'ONU et plus particulièrement contre le département des opérations de maintien de la paix et son patron. « *Depuis 1997, la France a obtenu le monopole de ce département. Sous la direction d'Hervé Ladsous, le génocide et les crimes contre l'humanité se poursuivent sans relâche, alors même que les scandales sexuels sont exposés. La meilleure façon pour les États-Unis de redresser ce département est d'envisager d'en prendre la tête afin d'assurer un maintien de la paix responsable* » : des propos prononcés à la fin de sa déposition par Aïcha El-Basri, ancienne porte-parole de la mission de l'ONU au Soudan du Sud, qui dit avoir **choisi de démissionner** plutôt que d'être complice des mensonges du patron de la mission.

### Le cas Laurence Tubiana

La France, qui jusqu'à présent semblait tétanisée par les rumeurs, paraît avoir depuis peu pris conscience, timidement, du désastre imminent. Selon une source en poste à Paris, une note diplomatique circulerait au Quai d'Orsay depuis une dizaine de jours. Le texte est lapidaire sans toutefois être agressif : « *Nous allons probablement perdre DPKO. Cela fait 20 ans que le département était aux mains de la France, par conséquent, il est difficile, dans la configuration actuelle, de le garder.* » « *Est-ce une manière astucieuse de préparer le terrain ? Ce qui frappe dans ce message, c'est qu'il y a une sorte de fatalité, un ton de la défaite acquise. S'il y a un plan B, nous n'en savons rien. Ce qui est grave, c'est que cela pose la question de l'ensemble des candidatures françaises dans le système onusien* », admet un diplomate, qui requiert l'anonymat.

Alors que d'autres pays membres n'ont aucun état d'âme lorsqu'il s'agit de proposer plusieurs de leurs candidats à des postes de haut niveau, la France, frileuse, s'abrite derrière son siège permanent et

son droit de veto, et refuse de présenter plusieurs candidatures à la fois. Le cas de Laurence Tubiana, que Paris essaie de placer au poste de responsable climat, en est le parfait exemple. Pendant que la France se mobilise pour Tubiana, elle perd de vue l'avenir du département des opérations du maintien de la paix. Pourtant, si la France le perd, ce sera une catastrophe, non seulement pour son image mais également pour son aptitude à faire voter des résolutions par le Conseil de sécurité, sans parler de son prestige au sein de l'Organisation.

« Il y a un autre élément à prendre en compte. Admettons que Brexit passe, pourquoi ne pas imaginer qu'il puisse y avoir une pression européenne (allemande entre autres) pour que le siège français devienne un siège européen ? Comment parviendrons-nous à faire entendre notre voix si nous n'avons plus rien d'aussi important que DPKO au sein de l'ONU ? » avertit un diplomate. À l'opposé, pourquoi la France accepterait-elle de perdre le poste alors qu'elle est en première ligne sur d'importantes missions de paix ? « Il n'y a pas beaucoup d'autres

nations qui peuvent se targuer d'avoir accompli autant de choses et d'être sur un certain nombre de fronts », estime un haut fonctionnaire international, surpris par le manque de combativité de Paris.

Pour les fonctionnaires français en poste aux Nations unies, la nouvelle n'est pas surprenante. « Il eût été vain d'attendre de la France qu'elle montrât un plus grand intérêt pour les Nations unies. Après tout, la nomination du ministre des affaires étrangères s'est faite en dernière année du mandat présidentiel et il n'a toujours pas mis les pieds à l'ONU. Sommes-nous les seuls à penser que si on perd DPKO, on aura tout perdu ? » commente un conseiller politique onusien.

Quelles qu'en soient les raisons et en dépit de l'optimisme affiché par quelques diplomates français qui mettent en avant les résultats de la COP21, la candidature de Laurence Tubiana ou encore celle de Philippe Douste-Blazy à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), il semble bien que pour ce qui concerne le maintien de la paix, les jeux soient faits et que pour la France, rien ne va plus. À moins d'un miracle ?

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.